



ឯកសារដើម
ORIGINAL DOCUMENT/DOCUMENT ORIGINAL

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ទទួល (Date of receipt/Date de reception):
..... 02 / 08 / 2010

ម៉ោង (Time/Heure): 15:10

មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé
du dossier: Uch ARUN

លេខ/n° : D337/10

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

Kingdom of Cambodia
Nation Religion King

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia
Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux cambodgiens

Royaume du Cambodge
Nation Religion Roi

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC-OCIJ

ការិយាល័យសហចៅក្រមស៊ើបអង្កេត

Office of the Co-Investigating Judges

Bureau des co-juges d'instruction

ឯកសារចម្លងត្រឹមត្រូវតាមច្បាប់ខ្មែរ
CERTIFIED COPY/COPIE CERTIFIÉE CONFORME

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ បញ្ជាក់ (Certified Date /Date de certification):
..... 02-Aug-2010, 15:42

Kauv Keoratanak

Composé comme suit : **M. le Juge YOU Bunleng**
 M. le Juge Marcel LEMONDE

Date: **02 Août 2010**

Langue(s) : **Khmer/Français**

Classement : **Public**

**Ordonnance portant organisation de la représentation
des parties civiles en application de la règle 23 ter du Règlement**

Co-procureurs :

Mme CHEA Leang
M. Andrew CAYLEY

Personnes mises en examen :

M. NUON Chea	M. KHIEU Samphan
M. IENG Sary	M. KAING Guek Eav
Mme IENG Thirith	<i>alias</i> Duch

Avocats des parties civiles :

Me NY Chandy
Me LOR Chunthy
Me KONG Pisey
Me HONG Kim Suon
Me YUNG Phanit
Me KIM Mengkhy
Me MOCH Sovannary
Me SIN Soworn
Me CHET Vannly
Me PICH Ang
Me Silke STUDZINSKY
Me Françoise GAUTRY
Me Isabelle DURAND
Me Ferdinand Djammen-Nzepa
Me Emmanuel ALTIT
Me Emmanuel JACOMY
Me Julien RIVET

Me Philippe CANONNE
Me Elizabeth RABESANDRATANA
Me Mahdev MOHAN
Me Olivier BAHOUGNE
Me Martine JACQUIN
Me Annie DELAHAIE
Me Fabienne TRUSSES-NAPROUS
Me Patrick BAUDOIN
Me Lyma Thuy NGUYEN
Me Marie GUIRAUD
Me Laure DESFORGES
Me Christine MARTINEAU
Me Pascal AUBOIN
Me Barnabe NEKUIE
Me Nicole DUMAS
Me Daniel LOSQ

Avocats de la Défense :

Me SON Arun
Me Michiel PESTMAN
Me Victor KOPPE
Me ANG Udom
Me Michael G. KARNAVAS
Me PHAT Pouy Seang
Me Diana Ellis
Me SA Sovan
Me Jacques VERGÈS
Me Philippe GRÉCIANO
Me KAR Savuth



Nous, **You Bunleng** (ឃុំ ប៊ុនលង់) et **Marcel Lemonde**, co-juges d'instruction des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (les « CETC »),

Vu la Loi relative à la création des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, en date du 27 octobre 2004 (la « Loi relative aux CETC ») ;

Vu l'instruction conduite contre **NUON Chea** (នួន ឆា) et **consorts**, des chefs de **crimes contre l'humanité, violations graves des Conventions de Genève du 12 août 1949, génocide, meurtre, torture et persécution religieuse**, infractions visées aux articles 3, 4, 5, 6, 29 (nouveau) et 39 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, et 209, 210, 500, 501, et 503 à 508 du Code pénal de 1956 ;

Vu les règles 12, 12bis, 23 4) et 23ter 1) et 2) a) du Règlement intérieur des CETC (le « Règlement ») ;

RAPPEL DE LA PROCÉDURE

1. Par mémorandum inter-office en date du 22 décembre 2009, les Co-juges d'instruction ont demandé à l'Unité des victimes :

- i) De présenter une évaluation de l'état actuel de la représentation des parties civiles par les équipes d'avocats existantes ;*
- ii) De faire des recommandations concernant la représentation de l'ensemble des parties civiles¹.*

2. Le 23 avril 2010, l'Unité des victimes (désormais renommée Section d'appui aux victimes) a répondu, en invitant le Bureau des Co-juges d'instruction à envisager, entre autres, les mesures suivantes :

- (i) Faire en sorte que les groupes ou les choix d'avocats existants ne soient en rien modifiés ;
- (ii) Répartir les parties civiles restantes en fonction de leur province de résidence ;
- (iii) Inviter les avocats des parties civiles et la Section d'appui aux victimes à conjointement continuer à recenser et contacter les personnes non représentées, selon le souhait exprimé des équipes existantes d'avoir des clients supplémentaires et selon leur capacité à le faire, et ce en vue de l'établissement de mandats de représentation officiels, et de faire état de leurs démarches dans un délai déterminé².

¹ D289 Planification de la représentation légale commune des parties civiles.

² D289/1 Questions relatives au regroupement de parties civiles et à la représentation légale, par. 24.



3. Par memorandum du 29 avril 2010³, les Co-juges d'instruction ont informé les parties de leur intention de faire en sorte que toutes les parties civiles puissent bénéficier d'une représentation⁴.
4. Le 22 juin 2010, la Section d'appui aux victimes a informé les Co-juges d'instruction qu'elle avait reconnu, le 11 juin 2010⁵, *l'Association des victimes des Khmers rouges au Cambodge* en tant qu'association de victimes conformément à la Règle 23 quater du Règlement, et a indiqué que le président de l'association avait fait part de son intention de limiter le nombre de clients représentés par l'avocat du collectif, Me Ny Chandy, à 84 membres de l'association⁶, étant précisé que :
 - trois⁷ de ces 84 membres avaient préalablement déposé des mandats de représentation désignant d'autres avocats
 - parmi les membres de l'association dont les noms ne figurent pas sur la liste de représentation établie par le président de l'association, 35 ont déjà choisi d'être représentés par d'autres équipes d'avocats et 24 sont à ce jour non représentés.
5. Les avocats des parties civiles ont par ailleurs fait connaître aux Co-juges d'instruction dans quelle mesure ils étaient susceptibles de représenter des parties civiles supplémentaires⁸.
6. Sur la base de ces informations, la Section d'appui aux victimes a fourni aux Co-juges d'instruction, le 23 juillet 2010⁹, une proposition de désignation d'avocats ainsi qu'une liste des parties civiles demeurant non représentées après cette désignation (voir Annexes).

MOTIFS DE LA DÉCISION

7. En application de la règle 23ter 2) a) du Règlement, telle que modifiée par la dernière Assemblée plénière, « ...lors du prononcé de l'ordonnance de clôture, toutes les

³ D337/6

⁴ Le 25 juin 2010, les Co-juges d'instruction ont indiqué aux parties qu'ils prendraient une ordonnance à cette fin dès que les avocats additionnels nécessaires auraient été recrutés par les CETC (Doc. n° D337/7)].

⁵ D337/8 Inter-Office Memorandum Of The Victim Support Section To CIJs Concerning Registration Of Victims Association And Consequential Representational Issues, D337/8.1 Victim Support Section's Letter Of Recognition

⁶ D337/8.3 Letter Of Delegation By The President Of The Association

⁷ 09-VU-02064, 09-VU-02097 et 09-VU-02185

⁸ Les Co-juges d'instruction ont reçu les courriers suivants :

- D337/9.2 : Lettre de NY Chandy et Lyma NGUYEN en date du 07-06-2010
 - D337/9.3 : 2eme Lettre de NY Chandy et Lyma NGUYEN en date du 07-06-2010
 - D337/9.4 : Lettre de Olivier BAHUGNE en date du 07-06-2010
 - D337/9.5 : Lettre du groupe d'avocats de parties civiles "Avocats Sans Frontières France" en date du 07-06-2010
 - D337/9.6 : Lettre de NY Chandy et Mahdev MOHAN en date du 08-06-2010
 - D337/9.7 : Lettre de NY Chandy et Silke STUDZINSKY en date du 18-06-2010
 - D337/9.8 : Lettre de CHET Vanly et PICH Ang en date du 22-06-2010
 - D337/9.9 : Lettre de Emmanuel Altit, Emmanuel Jacomy, Julien Rivet et NY Chandy en date du 24-06-2010
 - D337/9.10 : Lettre de NY Chandy et Lyma NGUYEN en date du 27-06-2010
- ⁹ D337/9 Mémoire inter office interne de VSS en date du 23 juillet 2010



parties civiles doivent être représentées par un avocat », et « *les co-juges d'instruction doivent [...] rendre des décisions appropriées à cette fin* ». À cet égard, la règle 23 4) du Règlement dispose que : « *les co-juges d'instruction peuvent grouper les parties civiles et nommer un avocat pour les représenter, ou les affecter à des groupes existants* »¹⁰.

8. Les Co-juges d'instruction relèvent que 3990 parties civiles se sont constituées dans le dossier 002. 3201 d'entre elles ont délivré des mandats de représentation valides désignant des avocats cambodgiens (et, le cas échéant, internationaux) pour les représenter (Voir la liste en **Annexe A**). Ces mandats ont été déposés par la Section de soutien aux victimes auprès du Bureau des Co-juges d'instruction et sont progressivement versés au dossier. La présente ordonnance a pour objet d'organiser la représentation des 799 parties civiles non représentées à la date de la présente ordonnance.

9. Pour la mise en œuvre de cette représentation des parties civiles, les co-juges d'instruction ont tenu compte d'une part des choix préalables d'avocats effectués par celles-ci, d'autre part de la capacité des avocats à représenter d'autres clients (sur la base des souhaits exprimés par les avocats et de leurs profils, c'est-à-dire de leur spécialité et de la résidence des parties civiles), enfin des recommandations de la Section d'appui aux victimes formulées dans son mémorandum en date du 23 juillet 2010.

10. Il importe de rappeler que, conformément à la règle 23 *ter* (2) a), les parties civiles ont bien évidemment toute latitude pour changer d'avocat en déposant un nouveau mandat de représentation, sous réserve des pouvoirs prépondérants dont sont investis les Co-juges d'instruction en vertu de la règle 23 4) du Règlement et de l'obligation, prescrite à la règle 23 *ter* (3) e) du Règlement, de soumettre toute proposition de changement aux Co-juges d'instruction dans le cas où l'avocat précédent avait été commis d'office.

1. Association des victimes des Khmers rouges au Cambodge

11. En application de la règle 23 *quarter* du Règlement, l'Association des victimes des Khmers rouges au Cambodge a indiqué que son avocat, Me NY Chandy, entendait représenter 84 membres de l'association s'étant constitués parties civiles¹¹. Toutefois, 3 de ces 84 membres sont déjà représentés par leurs propres avocats. Bien que cette situation ne soit pas expressément prévue par la règle 23 *quater* du Règlement, les Co-juges d'instruction considèrent qu'en conformité avec les pouvoirs généraux que leur confère la règle 23 4) du Règlement, ils peuvent confirmer les relations existantes entre un avocat et son client même si ce dernier est devenu par la suite membre d'une association, ou désigner un avocat autre que celui de l'association, lorsqu'il en va de l'intérêt de la justice.

12. Au vu des principes énoncés ci-dessus, les Co-juges d'instruction estiment que les membres de l'association ayant déjà déposé un mandat de représentation continueront à être représentés par l'avocat qu'ils ont choisi, et cela tant qu'ils n'auront pas notifié aux Co-juges d'instruction par écrit, par le biais de la Section de soutien aux victimes, leur

¹⁰ Voir également la règle 23 *ter* 1).

¹¹ D337/8.3 Letter Of Delegation By The President Of The Association. Voir Annexe B



choix d'être représentés par les avocats de l'association de victimes dont ils sont membres.

2. Représentation de parties civiles supplémentaires par les équipes d'avocats existantes

Les Co-juges d'instruction ont accepté les propositions des équipes d'avocats dans les limites définies au dispositif et, en l'absence de mandat de représentation, désignent ces avocats pour représenter les 139 parties civiles énumérées à l'Annexe C.

3. Représentation des parties civiles restantes

Les Co-juges d'instruction désignent Me Ven Pov, Chet Vanly et Pich Ang, membres de l'équipe d'avocats ayant contracté avec les CETC en application de la Règle 12 du Règlement pour représenter les 569 parties civiles qui ne le sont pas encore (Annexe D).

PAR CES MOTIFS,

CONFIRMONS LES DESIGNATIONS d'avocats effectués par les parties civiles au dossier n° 002, telles qu'elles résultent des mandats de représentation valablement déposés à ce jour (*Annexe A*).

CONFIRMONS que les 81 demandeurs référencés dans le courrier du Président de l'Association des victimes des Khmers rouges au Cambodge et qui n'ont pas délivré un mandat de représentation en faveur d'un autre avocat par ailleurs, sont représentés par l'avocat de l'association (*Annexe B*).

DESIGNONS les équipes existantes d'avocats de parties civiles pour représenter 139 demandeurs, comme indiqué à l'*Annexe C* de la présente ordonnance.

DESIGNONS Me Ven Pov, Chet Vanly et Pich Ang pour représenter les 569 parties civiles qui ne le sont pas encore, comme indiqué à l'*Annexe D* de la présente ordonnance.

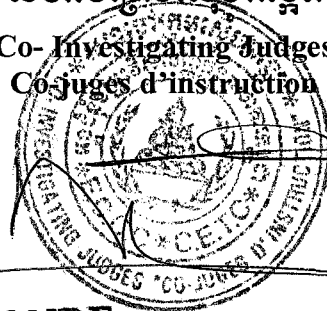
DISONs que toute partie civile souhaitant changer d'avocat doit en informer les co-juges d'instruction.

Fait à Phnom Penh, le 02 août 2010

សហចៅក្រមស៊ើបអង្កេត

Co-Investigating Judges

Co-juges d'instruction



Marcel LEMONDE

ឃុំ ប៉ែនស្រី